

Monsieur le Bâtonnier,

Chers Maîtres,

Mesdames, Messieurs,

Je suis ravi être parmi vous pour clôturer ce Campus 2011 : le succès indéniable de cette manifestation, et la qualité des intervenants, mettent en exergue l'intérêt que chacune et chacun d'entre vous porte à l'obligation de formation continue, et l'exigence d'excellence et de compétences au cœur de votre profession.

Ces journées viennent concrétiser l'un des apports majeurs de la loi du 11 février 2004, qui a rendu la formation continue obligatoire à tous les avocats inscrits aux tableaux des ordres.

Votre présence en ces lieux marque, sans ambiguïté, votre volonté de rencontre, d'échange et de réflexion sur l'avenir de votre profession : le thème de la gouvernance retenue pour cette dernière table ronde l'illustre parfaitement. Je vous sais particulièrement mobilisé, Monsieur le bâtonnier, sur ce sujet comme en témoigne votre implication au cours de ces journées.

\*

Ces rencontres sont l'occasion de rappeler toute l'importance, dans une matière aussi riche et évolutive qu'est le droit, de la formation continue. Donner aux professionnels les moyens d'actualiser leurs connaissances, leur assurer un haut niveau de qualification et de compétences, est une garantie essentielle à la qualité des prestations.

Ceci est capital dans un contexte de forte concurrence internationale.

Votre profession, consciente des enjeux de la formation continue, a d'ailleurs joué un rôle de précurseur pour l'ensemble de la communauté des juristes.

A votre exemple, l'obligation de formation continue est ainsi généralisée aux autres professions juridiques et judiciaires depuis le vote de la loi BÉTEILLE du 22 décembre 2010 relative à l'exécution des décisions de justice, aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées et aux experts judiciaires.

Le pouvoir normatif qui a été confié au Conseil national des barreaux, depuis 2004, pour déterminer les modalités concrètes de mise en œuvre de la formation continue est, je le crois, de nature à inspirer les autres professions juridiques et judiciaires – qu'il s'agisse du Conseil supérieur du notariat, de la chambre nationale des huissiers de justice, du Conseil de l'Ordre des avocats au Conseil ou encore de la Chambre nationale des greffiers de tribunaux de commerce.

D'une manière générale, je crois fermement que la collaboration entre les professions est un élément indispensable à leur expansion future. La présence autour de cette table aujourd'hui de représentants d'autres professions en constitue la parfaite illustration.

Les professions du droit sont diverses certes, mais elles partagent des préoccupations et des objectifs communs : le renforcement de la sécurité juridique, la simplification des procédures, la modernisation et la bonne gouvernance des professions.

\*

Cette gouvernance était d'ailleurs au cœur de la table ronde qui vient de s'achever ; vos réflexions sur le sujet se sont engagées depuis plusieurs mois déjà – le Conseil national des barreaux ainsi que le Barreau de Paris ont, en effet, lancé une concertation sur cette question. Le groupe de travail, initié par le CNB et présidé par le bâtonnier Faugère, vient de soumettre son rapport à la concertation – j'ai noté qu'il rendrait ses conclusions à la fin de cette année. Votre Barreau a, pour sa part, ouvert

à l'ensemble des avocats du barreau de Paris, la première consultation en ligne sur l'avenir de la gouvernance de la profession. Les résultats de cette consultation seront restitués, je crois, lors de votre Convention nationale, en octobre 2011.

Mettre en place une bonne gouvernance, c'est renforcer la capacité de gestion et d'action de la profession, en renforçant son degré d'organisation et d'efficacité, d'après des critères tels que la transparence, la participation et le partage des responsabilités.

Comme le souligne le rapport Darrois, *« les disparités géographiques, démographiques et économiques qui constituent à la fois la richesse et la faiblesse de la profession d'avocat ont depuis longtemps rendu très délicate sa représentation et sa gouvernance »*.

Si, pour remédier à cette difficulté, la loi 31 décembre 1990 a institué le Conseil national des barreaux, chargé de représenter la profession d'avocat auprès des pouvoirs publics et d'unifier ses règles et usages, la voix de cette institution a eu parfois du mal à se faire entendre bien qu'elle constitue, de l'avis de tous, un progrès indéniable.

Il importe de trouver un équilibre entre l'intérêt indéniable du positionnement actuel des barreaux et la nécessité de rationaliser les organes de représentation. Dans cette perspective, et afin de conforter la représentativité du CNB tout en lui conservant son autonomie, depuis la loi du 12 mai 2009, le président de la conférence des bâtonniers et le bâtonnier de l'Ordre des avocats au barreau de Paris, en exercice, sont désormais membres de droit.

La réflexion engagée doit permettre de poursuivre le mouvement en faveur d'une meilleure gouvernance de votre profession. L'esprit d'ouverture qui préside à ces travaux fait honneur à la profession ; vous avez souhaité associer à votre réflexion d'autres professions libérales afin de mieux comprendre et connaître leur organisation et leur fonctionnement. Vous vous êtes rapprochés des autres professions juridiques ou du chiffre (notaires ou experts comptables notamment) et leur présence aujourd'hui à vos côtés témoigne de la qualité des échanges

engagés ; vous avez aussi souhaité associer des professions d'autres horizons, telles les médecins dont la présence à cette table doit être soulignée mais aussi des ordres étrangers dont j'ai pu voir qu'ils avaient été consultés, le sujet ayant été discuté, ce matin même.

\*\*\*

Je ne peux que saluer l'élan qui se manifeste ici et féliciter la profession dans son ensemble pour l'engagement dont elle fait preuve.

Vos réflexions se poursuivent, et je veux dire tout l'intérêt que je porterai à vos propositions d'évolution. Au terme du processus que vous avez engagé, je serai à l'écoute et tout à fait ouvert à travailler avec la profession sur les pistes de modernisation de sa gouvernance.